

OTAN : La répression continue...

Lors de son sommet début avril, l'OTAN a démontré sa vraie nature, en plaçant la ville de Strasbourg en état de siège, avec zones interdites, check points, etc. La liberté d'expression et de manifestation a été bafouée, malgré les engagements officiellement pris par la préfecture : parcours de manifestation bloqué, barrages empêchant l'accès à la manifestation, enfermement des opposants dans des quartiers périphériques... En plus de vouloir empêcher toute opposition, les autorités ont mis en place un climat de tension en multipliant les provocations : contrôles d'identité systématiques, survols permanent d'hélicoptères à très basse altitude, etc. Dans ce contexte, l'arrestation de nombreuses personnes a débouché sur des quelques condamnations expéditives et délirantes. Un autre procès a lieu le 5 mai !

La stratégie de la tension

Si les médias ont décrit les manifestations de façon apocalyptique, il n'en est pas de même pour le ministère de l'intérieur, qui se félicitait de leur « *bon déroulement* » (communiqué du 4 avril 2009). Dans les faits, la manif a été interdite : la police a provoqué un départ précipité de la manifestation en arrosant de lacrymogène le lieu de rassemblement, puis a bloqué l'accès au parcours pourtant imposé par la préfecture, afin d'entraîner près de 10 000 personnes dans une souricière, où les cortèges ont été gazés des 2 côtés !

Cette stratégie a été lourde de conséquences puisque de nombreuses personnes ont été blessées par l'explosion de grenades lacrymogènes, par des tirs tendus de flash-ball ou lacrymogènes, ou par les jets de pierre des policiers !

Une menace sur nos libertés

Loin d'être un cas isolé, la répression qui touche les opposants et opposantes à l'OTAN s'inscrit dans un projet global liberticide : la répression touche aussi deux étudiants strasbourgeois présents à la manifestation universitaire interdite le 8 avril, et s'attaque maintenant aux ouvriers et ouvrières de Caterpillar, de Continental ou d'ailleurs. Mais cela ne suffit pas : un décret est à l'étude visant à punir les manifestants qui protégeraient leur visage, les empêchant de se vêtir librement et de se protéger des déchaînements policiers.

Cette répression démontre aussi le chemin pris par l'OTAN, qui entend désormais s'occuper de tout : questions environnementales, flux migratoires, accès aux ressources énergétiques ou crises financières (Sarkozy et Merkel, 4 février 2009), renforçant ainsi son rôle de « gendarme » au service exclusif des pays riches !

Solidarité

Face à cette répression politique, nous ne devons pas tomber dans le jeu du pouvoir, qui oppose les manifestants entre eux et les manifestants aux habitants ! Nous devons être solidaires des victimes qui passent en procès le 5 mai.

Arrêt des poursuites

Libération immédiate des participants au contre sommet

**Tous et toutes au pique nique de soutien,
mardi 5 mai, midi, devant le palais de justice !**

NPA 67, PG, CCA, AL-Alsace, FA Strasbourg, CNT Alsace, DIDF, PCOF, FSU, Solidaires, ATTAC Strasbourg, ATTAC Vosges du Nord, La Conf, CICG, PJMO, CJACP, Farrah-France, AMD67, AIPPP, UJFP, Amis du peuple kurde, Comité Louise Michel-Femmes Égalité, Réseau de la Paix de Baden-Württemberg, Gauche Alternative 67

OTAN : La répression continue...

Lors de son sommet début avril, l'OTAN a démontré sa vraie nature, en plaçant la ville de Strasbourg en état de siège, avec zones interdites, check points, etc. La liberté d'expression et de manifestation a été bafouée, malgré les engagements officiellement pris par la préfecture : parcours de manifestation bloqué, barrages empêchant l'accès à la manifestation, enfermement des opposants dans des quartiers périphériques... En plus de vouloir empêcher toute opposition, les autorités ont mis en place un climat de tension en multipliant les provocations : contrôles d'identité systématiques, survols permanent d'hélicoptères à très basse altitude, etc. Dans ce contexte, l'arrestation de nombreuses personnes a débouché sur des quelques condamnations expéditives et délirantes. Un autre procès a lieu le 5 mai !

La stratégie de la tension

Si les médias ont décrit les manifestations de façon apocalyptique, il n'en est pas de même pour le ministère de l'intérieur, qui se félicitait de leur « *bon déroulement* » (communiqué du 4 avril 2009). Dans les faits, la manif a été interdite : la police a provoqué un départ précipité de la manifestation en arrosant de lacrymogène le lieu de rassemblement, puis a bloqué l'accès au parcours pourtant imposé par la préfecture, afin d'entraîner près de 10 000 personnes dans une souricière, où les cortèges ont été gazés des 2 côtés !

Cette stratégie a été lourde de conséquences puisque de nombreuses personnes ont été blessées par l'explosion de grenades lacrymogènes, par des tirs tendus de flash-ball ou lacrymogènes, ou par les jets de pierre des policiers !

Une menace sur nos libertés

Loin d'être un cas isolé, la répression qui touche les opposants et opposantes à l'OTAN s'inscrit dans un projet global liberticide : la répression touche aussi deux étudiants strasbourgeois présents à la manifestation universitaire interdite le 8 avril, et s'attaque maintenant aux ouvriers et ouvrières de Caterpillar, de Continental ou d'ailleurs. Mais cela ne suffit pas : un décret est à l'étude visant à punir les manifestants qui protégeraient leur visage, les empêchant de se vêtir librement et de se protéger des déchaînements policiers.

Cette répression démontre aussi le chemin pris par l'OTAN, qui entend désormais s'occuper de tout : questions environnementales, flux migratoires, accès aux ressources énergétiques ou crises financières (Sarkozy et Merkel, 4 février 2009), renforçant ainsi son rôle de « gendarme » au service exclusif des pays riches !

Solidarité

Face à cette répression politique, nous ne devons pas tomber dans le jeu du pouvoir, qui oppose les manifestants entre eux et les manifestants aux habitants ! Nous devons être solidaires des victimes qui passent en procès le 5 mai.

Arrêt des poursuites

Libération immédiate des participants au contre sommet

**Tous et toutes au pique nique de soutien,
mardi 5 mai, midi, devant le palais de justice !**

NPA 67, PG, CCA, AL-Alsace, FA Strasbourg, CNT Alsace, DIDF, PCOF, FSU, Solidaires, ATTAC Strasbourg, ATTAC Vosges du Nord, La Conf, CICG, PJMO, CJACP, Farrah-France, AMD67, AIPPP, UJFP, Amis du peuple kurde, Comité Louise Michel-Femmes Égalité, Réseau de la Paix de Baden-Württemberg, Gauche Alternative 67